

ZERHOUNI L'A DÉCLARÉ HIER :

«Dissolution de l'APN, pourquoi pas ?»

La dissolution de l'Assemblée populaire nationale, revendiquée avec insistance par le Parti des travailleurs, reste une option pour le pouvoir exécutif. «Pourquoi pas ?» a indiqué, hier, Nourredine-Yazid Zerhouni en marge de la visite menée par Bouteflika au Jardin d'Essai d'El-Hamma à Alger.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales a déclaré hier qu'une dissolution de l'Assemblée populaire nationale n'est pas totalement écartée. «Pourquoi pas ? Cela pourrait avoir lieu s'il y avait une utilité. Sans cela, nous n'allons pas nous amuser à dissoudre l'Assemblée populaire nationale»,

a-t-il dit en réponse à une question sur l'éventualité d'organiser des élections législatives anticipées au courant de cette année. «C'est une option à étudier. Il faut juste savoir si elle va contribuer à la stabilité du pays», a ajouté le ministre de l'Intérieur.

Tout reste donc possible. Cette éventualité répond d'ailleurs à une

revendication du Parti des travailleurs.

Louisa Hanoune, secrétaire générale de cette formation et candidate à l'élection présidentielle du 9 avril, insiste depuis plusieurs mois sur la dissolution de la chambre basse du Parlement. Elle en a d'ailleurs fait son cheval de bataille au même titre que l'amendement du code électoral afin d'introduire de nouvelles dispositions visant à interdire le «nomadisme politique des parlementaires». Il y a toutefois lieu de noter que la déclaration de Nourredine-Yazid Zerhouni est totalement contradictoire avec celle du président de l'Assemblée populaire nationale.

Abdelaziz Ziari a catégoriquement écarté une telle possibilité. «Louisa Hanoune est libre de demander ce qu'elle veut», a-t-il ironisé sur les ondes de la Chaîne III, quelques jours après l'élection présidentielle.

Pour Ziari, une telle revendication n'est pas «raisonnable». Il est vrai — et cela relève de la logique — qu'une dissolution n'est pas dans l'intérêt de Abdelaziz Ziari. Ce dernier serait quasiment certain de perdre ce poste.

Hier, le ministre de l'Intérieur a également abordé avec la presse la lancinante question de l'agrément de nouveaux partis politiques.



Zerhouni lors de la visite de Bouteflika au Jardin d'Essai.

Selon lui, le département qu'il dirige n'a jamais «bloqué de dossier d'agrément». «Il n'y a pas de raison à rejeter un dossier répondant aux critères prescrits par la loi sur les partis. Mais beaucoup de gens n'aiment pas la simplicité et la clarté. Il n'y a pas de blocage. Nous nous contentons d'appliquer les critères de la loi qui gère les partis politiques. Même lorsqu'il existe un problème au sein d'une formation, nous appliquons ce texte ainsi que les statuts du parti

concerné. Nous n'intervenons pas au-delà de ces critères.»

A titre d'exemple, il citera les cas des demandes formulées par Ahmed Taleb Ibrahim et Sid-Ahmed Ghazali.

«Deux demandes nous ont été soumises (Wafa et l'Union des forces démocratiques). Nous avons répondu devant le Parlement en nous basant sur la loi», dira-t-il pour justifier cette décision.

T. H.

Bouteflika procède à la réouverture du Jardin d'Essai d'El-Hamma

Le président de la République a procédé, hier, à la réouverture du Jardin d'Essai d'El-Hamma. Véritable poumon vert d'Alger, le parc était fermé au public depuis 2001.

D'une superficie de 30 hectares, il a été totalement réhabilité par les services de la wilaya d'Alger.

Abdelaziz Bouteflika s'est longuement promené dans les allées du Jardin d'Essai et a visité le zoo. Ce dernier accueille diverses espèces d'animaux.

Erigé en établissement public autonome (EPA), le Jardin d'Essai a été doté de nouveaux équipements de loisirs, un parking de 220 places ainsi qu'une structure provisoire spécialisée dans la formation horticole. L'ouverture au public est prévue pour aujourd'hui.

T. H.

TRANSPORTS FERROVIAIRES

Les tarifs revus à la hausse à partir d'aujourd'hui

C'est à partir d'aujourd'hui que les voyageurs à destination de Béjaïa et Sétif pourront prendre le nouvel autorail de la SNTF.

Lotfi Merad - Alger (Le Soir) - Ces deux lignes de chemin de fer ainsi que les deux automotrices électriques reliant la capitale à Thenia et El-Affroune ont été mises en service officiellement, hier, par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, accompagné du ministre des Transports, Amar Tou.

Toutefois, les usagers des autorails et des rames électriques en service banlieue devront payer un peu plus cher le ticket de train.

Des tarifs réajustés seront, en effet, appliqués à partir d'aujourd'hui. Ainsi, les prix des tickets en plein tarifs passeront à 2,5 DA voyageur/km pour l'autorail (contre 1,33 DA) et à 2,21 DA voyageur/km pour les automotrices (contre 0,98 DA).

Un petit calcul permet de conclure que les prix ont été multipliés par deux pour l'autorail et par presque deux et demi pour celui des services de banlieue. Selon M. Rahmouni, directeur central clientèle à la SNTF, ces «réajustements» visent à amortir les coûts de revient de l'exploitation et de l'entretien du nouveau matériel roulant de la SNTF qui sont de 4,85 dinars voyageur/km pour les autorails et 5,56 DA voyageur/km pour les automotrices (service banlieue). Une augmentation des tarifs qui a pour origine les investissements colossaux consentis dans le cadre du programme national de modernisation du chemin de fer.

«10,7 milliards de dinars pour les 17 autorails dont 12 sont en exploitation commerciale et 45,2 milliards de dinars pour les 64 automotrices dont 12 sont en service», a indiqué M. Rahmouni. Néanmoins, la SNTF a mis en place une promotion tarifaire en fonction du nombre de billets achetés notamment pour les grands voyageurs et les voyages en groupe. Ainsi, à titre d'exemple, un aller simple Alger-Béjaïa en autorail revient à 700 DA en plein tarif. A l'achat de 5

billets pour la même destination, le billet passe à 610 DA et à 300 DA pour l'achat de trente billets à la fois. Des prix auxquels seront appliqués d'autres réductions en vigueur pour l'achat d'un ticket aller-retour. «Pour les abonnés, les réductions peuvent atteindre 40%», précise M. Rahmouni. Pour rappel, les deux lignes de rames automotrices électriques Alger-Thénia et Alger-El Affroune ont coûté pas moins de 14 milliards de dinars. Ce projet d'électrification de la banlieue d'Alger a été réalisé en partenariat avec la firme suisse, Stadler Bussnang AG. Les deux autorails, diesel hydraulique,

reliant la capitale à Béjaïa et à Sétif sur des distances respectives de 256 et 300 km, ont été acquises par la SNTF dans le cadre d'un marché conclu avec le constructeur espagnol Construcciones Y Auxiliars De Ferrocarriles SA pour un montant de 9 milliards de dinars.

Le programme global porte sur la fourniture de 17 autorails, de la pièce de rechange et une assistance technique pour le suivi et l'entretien des autorails. Selon Amar Tou, d'autres autorails seront mis en service dans la région est du pays à partir de la semaine prochaine. Il s'agit, selon le ministre

des Transports, de la ligne Constantine-Jijel, Constantine-Tébessa et Constantine-M'sila qui passera par la ville de Batna. Interpellé sur la sécurité au sein de ce moyen de transport, le ministre a indiqué qu'un système de signalisation moderne commandé à distance est en train d'être installé le long du réseau de chemin de fer national en remplacement de l'ancien et au fur et à mesure de la mise en service des lignes.

A terme, le programme national de modernisation du chemin de fer vise à atteindre une capacité de transport de 60 millions de passagers par an.

L. M.

CRISE AU MSP

32 élus d'Alger claquent la porte

La crise au sein du MSP, conséquence du différend qui oppose le clan de Aboudjerra Soltani à celui de Abdelmadjid Menasra, s'aggrave. La démission, annoncée avant-hier, de 32 élus de la wilaya d'Alger (APC-APW) des instances du parti illustre parfaitement les problèmes dans lesquels se débat le MSP.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Des présidents d'APC, des vice-présidents, des maires délégués, des élus APW et des conseils communaux ont annoncé dans un communiqué leur rupture organique avec le MSP. Ils annoncent, également, dans le même document leur adhésion au Mouvement de prédication et de changement dirigé par M. Mustapha Belmahdi, un proche de Abdelmadjid Menasra.

Les élus démissionnaires avancent plusieurs facteurs à l'origine de leur décision. Ainsi, ils évoquent en premier lieu «la déviation du parti du MSP de la ligne tracée par feu Mahfoud Nahnah», «reniement de l'identité du mouvement», «non-respect de ses structures légitimes élues», «marginalisation des militants fidèles aux préceptes de feu Mahfoud Nahnah et de ses partisans», etc. Les élus démissionnaires ont lancé par ailleurs un

appel aux autres élus du parti pour «se démarquer de ceux qui ont dévié de la ligne tracée par Mahfoud Nahnah et le martyr Mohamed Bouslimani.

«Nous glorifions la création du Mouvement pour la prédication et le changement et soutenons ses idéaux. Nous tenons à conjuguer nos efforts avec ceux de ses fondateurs (Abdelmadjid Menasra, ndlr) pour l'intérêt des constantes nationales et la défense de la ligne tracée par le défunt Cheikh Nahnah», ajoute-t-on dans le document.

A signaler qu'à Boumerdès, 25 cadres, dont trois élus APW, 2 présidents d'APC et 20 membres élus au sein des différentes assem-

blées communales de la wilaya, avaient annoncé, dans une déclaration rendue publique, leur démission officielle du parti.

Selon des observateurs, cette nouvelle donne dénote clairement que le parti du MSP se dirige vers une dissidence, notamment après la décision prise par les parlementaires proches de Menasra de créer leur propre groupe parlementaire, «le groupe du changement».

Selon un des démissionnaires, Abdelaziz Mansour, député de Boumerdès, ils seraient 28 à avoir claqué la porte en réaction aux agissements de Soltani qui joue la carte de l'exclusion. Affaire à suivre.

A. B.